

**Evacuation d'un stock de terres de
déblais : valorisation hors site et
élimination en décharge**

**AERO - ZAC Sud Charles de Gaulle
AeroliansParis à Tremblay-en-France
(93)**

**Cahier des clauses administratives particulières
(CCAP)**

Marché n° :

24-35216





SOMMAIRE

1. DÉFINITIONS	5
2. OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS DIVERSES	5
2.1 Objet du marché	5
2.2 Lieu d'exécution :	5
2.3 Allotissement	5
3. INTERVENANTS.....	5
3.1 Acheteur	5
3.2 Autres intervenants	6
3.2.1 Maîtrise d'œuvre	6
3.2.2 Coordination Sécurité Protection de la santé.....	6
3.2.3 Ordonnancement Pilotage et Coordination du chantier.....	6
3.2.4 Concessionnaires	6
4. REUNIONS ET RELATIONS AVEC LES DIFFERENTS INTERVENANTS.....	6
5. REPRESENTATION DES PARTIES	6
6. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DU TITULAIRE	7
7. FORME DU MARCHÉ	7
8. PIECES CONTRACTUELLES.....	7
9. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	8
9.1 Durée globale du contrat.....	8
9.2 Délais d'exécution	9
9.3 Planning détaillé d'exécution	9
9.4 Délais de remise des documents	9
9.5 Prolongation des délais d'exécution	9
9.6 Intempéries.....	9
10. PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	10
10.1 Coordination des travaux – Gestion des dépenses communes	10
10.2 Période de réparation – Programme d'exécution des travaux.....	10
10.3 Etudes d'exécution	10
10.4 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers	11
10.4.1 Emplacement des installations de chantier.....	11
10.4.2 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé	11
10.4.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	12
10.4.4 Signalisation de chantier.....	13
10.5 Autorisations administratives.....	13

10.6	Réduction des nuisances.....	13
10.7	Vérification des prestations.....	14
10.7.1	Essais et contrôles	14
10.7.2	Niveau d'obligation prévu au contrat.....	14
10.8	Développement durable	14
10.8.1	Clause environnementale	14
10.8.2	Gestion des déchets.....	14
10.8.3	Clause sociale	15
11.	IMPLANTATION DES OUVRAGES ET LOCALISATION DES RESEAUX.....	17
11.1	Plan d'implantation des ouvrages et piquetage général	17
11.2	Travaux à proximité des réseaux.....	17
12.	NORMES.....	18
13.	Obligations du titulaire	18
13.1	Dégradations causées aux voies publiques.....	18
13.2	Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution	18
13.3	Obligation de vigilance.....	19
13.4	Protection de la main d'œuvre.....	20
13.5	Devoir d'information et de conseil.....	20
13.6	Lutte contre le harcèlement sexuel	20
13.7	Prévention des risques de conflits d'intérêt et de corruption	21
14.	FIN DU CONTRAT	21
14.1	Repliement de chantier et remise en état des lieux.....	21
14.2	RECEPTION.....	21
14.2.1	Opérations préalables à la réception	21
14.2.2	Réception des travaux	22
14.2.3	Réception des travaux avec réserves	22
14.3	DOCUMENT FOURNIS APRES EXECUTION.....	22
15.	GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	23
16.	PRIX.....	23
16.1	Nature des prix	23
16.2	Contenu des prix	23
16.3	Révision des prix	24
17.	RETENUE DE GARANTIE	24
18.	SOUS-TRAITANCE	25
19.	AVANCE – REGLEMENT – DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES	25
19.1	Avance	25

19.2	Règlement des comptes	25
19.2.1	Présentation des demandes de paiements.....	25
19.2.2	Paieement des membres du groupement.....	26
19.2.3	Régime et périodicité des paiements	26
19.3	Délai de paiement.....	26
19.4	Modalités de règlement des prestations supplémentaires ou modificatives	26
19.5	Décompte général et définitif	27
20.	ASSURANCES	27
21.	PENALITES	27
22.	CLAUSe DE REEXAMEN ET RÉALISATON DE PRESTATIONS SIMILAIRES	30
22.1	Prix nouveaux	30
22.2	Solution technique innovante	30
22.3	Cession du contrat	30
22.4	Défaillance du membre d'un groupement	31
22.5	Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution	31
22.6	Réalisation de prestations similaires	31
23.	RESILIATION DU MARCHE	32
23.1	Résiliation pour motif d'intérêt général	32
23.2	Résiliation pour faute du titulaire	32
23.3	Exécution aux frais et risques du titulaire	32
24.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	32
25.	REGLEMENT DES DIFFEREND ET DES LITIGES	33
25.1	Règlement des différends.....	33
25.2	Tribunal compétent	33

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un marché public passé en procédure adaptée ouverte (Article R.2123-1 1° du Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Travaux du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté et le maître d'ouvrage.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS DIVERSES

2.1 Objet du marché

La consultation porte sur les prestations suivantes : **Evacuation d'un stock de terres de déblais : valorisation hors site et élimination en décharge.**

Les 70 000 m3 de terres en question sont stockés au nord de la rue du Sausset, à proximité immédiate du chemin des Saint-Pères au sein de la ZAC Sud Charles de Gaulle dite AeroliansParis.

La consistance des travaux est décrite dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

2.2 Lieu d'exécution :

Les prestations seront exécutées au sein de la **ZAC Sud Charles de Gaulle dite AeroliansParis à Tremblay-en-France (93).**

2.3 Allotissement

Les travaux ne sont pas allotis compte tenu de l'unicité des prestations.

3. INTERVENANTS

3.1 Acheteur

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Grand Paris Aménagement**, représenté par M. Stéphan de Fay, son Directeur Général.

11 rue de Cambrai
CS 10052
Paris Cedex 19

Téléphone : 01 40 04 66 00
Courriel : serviceachats@grandparisamenagement.fr
SIRET : 64203694100036
Site internet : <https://www.grandparisamenagement.fr/>

3.2 Autres intervenants

3.2.1 Maîtrise d'œuvre

SÉGIC INGENIERIE
1, rue Raoul Follereau
77600 BUSSY-SAINT-GEORGES

3.2.2 Coordination Sécurité Protection de la santé

QUARTET
1 place de la croix St Jacques
95390 ST PRIX

3.2.3 Ordonnancement Pilotage et Coordination du chantier

AGENCE 360
44 rue Gassendi
75014 Paris

3.2.4 Concessionnaires

Liste disponible auprès du Guichet Unique et des services techniques de la Ville.

4. REUNIONS ET RELATIONS AVEC LES DIFFERENTS INTERVENANTS

Pendant toute la durée des travaux, il est prévu une réunion de chantier hebdomadaire, organisée par le maître d'œuvre. Ces réunions font l'objet d'un compte rendu établi par le maître d'œuvre et validé par le Titulaire lors de la réunion suivante.

En cas de nécessité, des réunions supplémentaires occasionnelles pourront être organisées.

Le Titulaire, préalablement convoqué, est tenu d'assister à ces réunions. Le représentant du titulaire à l'occasion de ces réunions doit être partie prenante dans le déroulement du chantier (le conducteur de travaux ou le chef de chantier en charge du chantier).

5. REPRESENTATION DES PARTIES

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le Titulaire désigne également un responsable environnement à la notification du marché pour toute la durée du chantier.

6. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DU TITULAIRE

Pour les notifications au Titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le Maître d'ouvrage prévoit de recourir à l'envoi de mail avec accusé de réception ou à la messagerie PLACE afin d'attester de la date et l'heure de leur réception.

L'acte d'engagement précise l'adresse du Titulaire pour les notifications dématérialisées.

Le Titulaire est réputé avoir reçu notification, à la date et l'heure de l'accusé de réception du mail qui lui est ainsi adressé, ou, à défaut de réception par Grand Paris Aménagement d'un accusé de réception dans un délai de 2 jours à compter de l'accusé de réception du mail, à l'issue de ce délai.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au contrat doit être rédigé en langue française.

Les ordres de services sont écrits, datés, numérotés et notifiés par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage.

Ceux émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions du contrat, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage

7. FORME DU MARCHÉ

Le contrat est un marché de travaux simple conclu à **prix global et forfaitaire.**

8. PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement son annexe :
 - Annexe : Insertion sociale ;
2. Le Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP) ;
3. Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux (CCAG-travaux), (approuvé par arrêté du 30 mars 2021 – JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses 12 annexes :
 - Annexe 1 : Rapport géotechnique (Tous lots),

- Annexe 2 : Déclaration de projet de Travaux (D.T.),
- Annexe 3 : Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé – (P.G.C.S.P.S.),
- Annexe 4 : Charte graphique DAO,
- Annexe 5 : Règlement de chantier faible nuisance,
- Annexe 6 : Registre interne GPA pour le suivi des déchets,
- Annexe 7 : Tableau RNDTS,
- Annexe 8 : Diagnostic pollution,
- Annexe 9 : Rapport GTR G5,
- Annexe 10 : Diagnostic amiante Socotec,
- Annexe 11 : Diagnostic amiante Manexi,
- Annexe 12 : Volumes de terres par maille

5. Le planning prévisionnel des travaux ;
6. Les pièces graphiques ;
7. La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
8. Le ou les cahiers des clauses techniques générales (CCTG), ou les spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels applicables aux matériels et prestations faisant l'objet du contrat ;
9. Le plan particulier de coordination sécurité et protection de la santé (PPSPS) établi par le titulaire ;
10. Le plan d'assurance qualité (PAQ) établi par le titulaire ;
11. Le dossier questions / réponses établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par le pouvoir adjudicateur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques ;
12. Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du contrat ;
13. Le mémoire technique du candidat remis à l'appui de son offre.

En cas de contradiction, d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre deux documents constitutifs du marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

L'exemplaire original des pièces susvisées, conservé par le Maître d'ouvrage est le seul qui fait foi pendant l'exécution du contrat.

Les pièces générales, bien que non jointes au dossier, sont réputées connues des entreprises et les parties contractantes leurs reconnaissent expressément son caractère contractuel.

9. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

9.1 Durée globale du contrat

Le contrat prend effet à compter de sa date de notification et prend fin à l'issue de la garantie de parfait achèvement (soit 19 mois maximum) ;

9.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution de la période de préparation de chantier et de la période d'exécution des travaux sont les suivants :

- **Période de préparation** : 1 mois maximum à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation ;
- **Période d'exécution des travaux** : 5 mois maximum à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux* ;
- **Période de garantie de parfait achèvement** : 12 mois maximum à compter de la date d'effet de la réception des travaux ;

**Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.*

9.3 Planning détaillé d'exécution

Les prestations objet du contrat sont réalisées par le titulaire dans le cadre du planning détaillé fixé par ce dernier dans son offre. Il appartiendra à l'entreprise de construire son planning détaillé sur la base de son analyse de l'environnement travaux.

L'Entrepreneur transmet ce planning d'exécution au Maître d'Œuvre dans un délai de quinze jours à partir de la notification du marché.

Ce planning fera l'objet d'une mise à jour mensuelle.

En complément l'Entrepreneur établit toutes les semaines un planning détaillé d'exécution sur trois semaines : semaine précédente, semaine en cours, semaine postérieure. Ce planning détaillé est validé au cours de chaque réunion de chantier par le maître d'œuvre.

La fréquence de remise de ces documents peut être modifiée autant que de besoin par le maître d'œuvre.

9.4 Délais de remise des documents

Les délais de remise des documents sont précisés dans les CCTP.

9.5 Prolongation des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG/Travaux, la prolongation des délais ne peut résulter que d'un ordre de service du Maître d'œuvre.

Le Maître d'œuvre propose la prolongation/report. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre après accord de l'acheteur notifiera cette prolongation au titulaire par ordre de service.

9.6 Intempéries

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés dans les conditions prévues à l'article 18.2.3 du CCAG Travaux :

- Précipitations : 20mm/m² en 24h ;
- Canicule : 40°C ou plus pendant 8 jours consécutifs ;
- Neige : 2cm mesuré sur sol sur terrain plat ;
- Vitesse du vent : 60 km/h pendant 30min ;
- Gel : -3°C pendant 24h consécutives.

La station météorologique de référence en cas de litige est la station Météo France géographiquement la plus proche du lieu d'exécution des travaux.

Les journées d'intempéries demandées par le titulaire seront consignées dans un carnet quotidien et soumis à l'approbation du maître d'œuvre.

Les journées d'intempéries donnant lieu à prolongation du délai, sont justifiées par le titulaire par la production des copies de remboursements de chômage intempéries par la Caisse des congés payés du bâtiment.

Les justifications sont fournies au Maître d'œuvre au fur et à mesure de la constatation des journées d'intempéries donnant lieu à prolongation.

Le délai d'exécution des travaux sera prolongé du nombre de journées d'intempéries constatées, justifiées et acceptées par ordre de service.

10. PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

10.1 Coordination des travaux – Gestion des dépenses communes

En cas de groupement conjoint ou solidaire, la coordination des travaux sera assurée par le mandataire du groupement.

La part du contrat revenant à l'entreprise intègre le coût des dépenses communes qui lui incombe selon une répartition organisée par les entreprises membres du groupement et gérée par elles.

En aucun cas l'acheteur ne pourra intervenir dans le règlement des différends entre entreprises.

10.2 Période de réparation – Programme d'exécution des travaux

Le Titulaire devra dresser un programme d'exécution des travaux conformément à l'article 28.2 du CCAG/Travaux.

En complément à l'article 28.1 du CCAG/Travaux, les livrables à établir pendant la période de préparation de chantier sont définis dans le CCTP.

10.3 Etudes d'exécution

Il est précisé que le maître d'œuvre n'est pas chargé des études d'exécution de l'ouvrage.

Le Titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Le Titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ces documents sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci les renvoie au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre. Les délais de visa courent à partir de la date de réception d'un ensemble complet cohérent de plans ou notes de calculs.

10.4 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers

10.4.1 Emplacement des installations de chantier

Par dérogation à l'article 31.1 du CCAG Travaux, le Maître d'Ouvrage met à disposition un terrain lui appartenant (identifié dans le Plan d'Installation de chantier joint au DCE) pour les installations de chantier. Le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

Les installations de chantier intégreront les dispositions nécessaires pour éviter le souillage des sols aux abords du chantier, y compris si nécessaire l'installation d'équipements particuliers de nettoyage des roues des véhicules

Le Titulaire doit veiller au nettoyage des voies publiques empruntées par les engins de chantier (cf. article III.3.1 du CCTP), et se conformer strictement à la réglementation concernant le nettoyage et la remise en état des voies publiques empruntées par les véhicules et engins de chantier.

Toutes les installations de chantier doivent être conformes aux dispositions légales et réglementaires et être conformes aux plans d'installations de chantier établis et acceptés dans les conditions contractuelles.

Le cas échéant, le Titulaire ne peut s'opposer aux nécessités de déplacement des installations de chantier sur demande du Maître d'ouvrage. Ces déplacements et toutes les sujétions en résultant sont à la charge du Titulaire et réputés inclus dans le montant de son contrat. Le Titulaire ne pourra prétendre, de ce fait, à aucun supplément de prix ni prolongation de délai.

De même, le Titulaire ne peut s'opposer ni prétendre à un supplément de prix ni à une prolongation de délai si des travaux confiés par le Maître d'ouvrage à d'autres entreprises l'obligent à réduire les emprises mises à disposition de même que si ces travaux nécessitent la modification ou le déplacement des installations de chantier.

Ces installations devront être réalisées avant la fin de la période de préparation.

10.4.2 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le Titulaire, ou en cas de groupement, chaque cotraitant, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article

6.1 du CCAG/Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du Maître d'ouvrage.

Les mesures concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3, L. 4532-1 à 18 et R. 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

Le chantier est soumis à la mise en place d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. Le Plan Particulier de Sécurité et de Santé devra être transmis par le Titulaire au Coordonnateur SPS dans les conditions prévues aux articles R. 4532-56 à R. 4532-76 du Code du travail dans un délai de 30 jours après la notification du contrat.

Le Plan particulier de Sécurité et de Santé prend en compte les obligations du Plan général et précise notamment :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite, en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;
- Les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- Les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel.

Le Plan Particulier de Sécurité et de Santé est tenu à jour par le Titulaire qui en signale les modifications au coordonnateur SPS. Il est tenu constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail ainsi que ses mises à jour. Il est conservé par le titulaire pendant une durée de 5 ans à compter de la réception. Ces conditions s'imposent aux sous-traitants et travailleurs indépendants dans les mêmes conditions. Il appartient au Titulaire de les répercuter.

10.4.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

L'intervention du Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs ne dispense pas le Titulaire, de ses obligations légales au regard du Code du travail.

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai et par tous moyens, de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre-Journal de la Coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

Le Titulaire communiquera directement au Coordonnateur SPS, leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS).

La notification de ces arrêts est consignée dans le registre-journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants mentionnés au présent contrat est soumis au maître d'ouvrage.

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité, au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

10.4.4 Signalisation de chantier

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique, sera réalisée par le Titulaire sous le contrôle des services ci-après :

- L'acheteur ;
- La Maîtrise d'œuvre ;
- Le Coordonnateur SPS.

En matière de police du domaine public : le Maire Tremblay-en-France pour la voirie communale ; le Département de Seine-Saint-Denis pour les voiries départementales.

En matière de police de la circulation publique : la police municipale, ou la gendarmerie, ou la police nationale.

Lorsque des déviations d'itinéraires sont nécessaires, le Titulaire prend à sa charge la mise en place et l'entretien de la signalisation correspondante, sous le même contrôle que ci-dessus.

10.5 Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG/Travaux, le Titulaire fera son affaire de la délivrance des autorisations administratives qui concernent et sont nécessaires pour son contrat (autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé, permissions de voirie, autorisations de survol par grue de propriétés voisines, ancrages ...).

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'effectuer les démarches d'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus au contrat.

10.6 Réduction des nuisances

Le titulaire est tenu d'éviter ou de limiter toutes nuisances et autres impacts négatifs liés aux prestations du contrat, notamment celles générées envers les riverains.

Le titulaire met tout en œuvre pour réduire les nuisances acoustiques des engins et matériels, les nuisances olfactives et les productions de poussières et fumées. Le titulaire est informé que durant l'exécution du contrat, il doit être en mesure de justifier de sa conformité au regard des éléments précédents sur simple demande de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions et exigences du Règlement de Chantier de Grand Paris Aménagement portant sur l'organisation de chantier et la réduction des nuisances durant les opérations de chantier.

10.7 Vérification des prestations

10.7.1 Essais et contrôles

Les CCTP prévoient des essais et contrôles assurés par le titulaire. Les frais afférents sont à la charge du titulaire.

Certains essais seront réalisés par le titulaire en référence à certaines normes définies par le maître d'ouvrage et détaillées dans les CCTP et les pièces annexes.

En complément des dispositions prévues à l'alinéa 2 de l'article 38 du CCAG Travaux, il est indiqué que le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve le droit, de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché. Si ces essais et contrôles sont effectués par l'entreprise, ils seront remboursés par le maître d'ouvrage, sauf si ces essais mettent en évidence une erreur de l'entreprise, auquel cas, ils resteront à sa charge.

10.7.2 Niveau d'obligation prévu au contrat

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

10.8 Développement durable

10.8.1 Clause environnementale

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement, dans les spécifications techniques décrites dans le CCTP et le Règlement de chantier faible nuisance.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

10.8.2 Gestion des déchets

Le titulaire est responsable de la valorisation et de l'élimination des déchets de chantier dans les conditions fixées à l'article 36.1 du CCAG Travaux.

Les obligations pesant sur le titulaire dans le cadre du suivi, de la gestion ainsi que de la valorisation des déchets sont précisées dans le CCTP.

Si le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets après mise en demeure, l'acheteur procède à cette évacuation aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 37.2 du CCAG Travaux.

10.8.3 Clause sociale

L'objet de la clause sociale est de permettre à des publics en insertion par l'activité économique, d'accéder à l'emploi via l'exécution du marché.

❖ **Public bénéficiaire de l'action sociale**

Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale sont :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage), sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois),
- Les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans),
- Les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active), en recherche d'emploi, ou leurs ayants-droit,
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L. 5212-13 du Code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- Les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), de l'Allocation Temporaire d'Attente (ATA), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Insertion (AI), de la pension de veuvage ou de la pension d'invalidité,
- Les jeunes de moins de 26 ans, en recherche d'emploi : sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ; diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur,
- Les personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ),
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L. 5132-4 du Code du travail ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers : les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième Chance (E2C),
- Les personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- Les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT,
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire,
- Les personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire,

En outre, le facilitateur mentionné ci-après peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- Par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ;
- Par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;

- Par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

L'éligibilité des publics doit être établie par le facilitateur préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

Les personnes en insertion qui accéderont ainsi à l'emploi, sont librement choisies par l'entreprise qui exécute le marché, ou ses sous-traitants éventuels, parmi les candidatures proposées par les facilitateurs en lien avec les organes compétents : Pôle-emploi, Ateliers-chantiers d'insertion, Entreprises d'insertion, Entreprises de travail temporaire d'insertion, Associations intermédiaires, Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, etc.

❖ **Détermination du volume horaire réservé à l'insertion**

L'effort d'insertion sociale demandé sera, a minima, calculé selon la formule suivante :

$$\text{Montant en euros HT des prestations} \times \text{Part de main d'œuvre dans le montant total du marché} \times 8 \% / \text{Coût horaire chargé}^{**} = \text{nombre d'heures à réaliser à travers la clause d'insertion}$$

* La part de main d'œuvre est fixée à 35 %

** Le montant à prendre en compte s'élève à 35 euros

Toutefois, le Titulaire est libre de démarrer une action d'insertion au-delà de ce seuil d'heures.

❖ **Exécution**

Afin d'exécuter la clause sociale, le Titulaire dispose de trois options :

- **1^{ère} option** : le recours à la sous-traitance avec une entreprise d'insertion.
- **2^{ème} option** : la mutualisation des heures d'insertion - l'entreprise est mise en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire.

L'entreprise pourra avoir recours au service employeur de pôle emploi joignable au 01 39 07 06 91 (du lundi au jeudi de 9 à 17h et le vendredi de 9h à 12h)

Un facilitateur local en charge de l'insertion est joignable par téléphone aux coordonnées suivantes :

Frédéric DUTARQUE
Chargé de mission emploi, insertion et clauses sociales
f.dutarque@tremblayenfrance.fr
06 21 78 42 75

- **3^{ème} option** : l'embauche directe - l'entreprise propose des contrats à durée de chantiers au bénéfice de personnes en insertion via des contrats de professionnalisation par exemple.

Lors du dépôt de son offre, l'entreprise (ou les entreprises le cas échéant) du Titulaire s'engagera sur le respect de la clause sociale dans l'annexe à l'acte d'engagement, remplie, datée et signée par la personne habilitée à engager l'entreprise.

Pendant et à l'issue du marché, le titulaire s'engagera à transmettre trimestriellement les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Il s'engagera également à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion.

A l'issue des travaux, le titulaire s'engagera à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

❖ **Contrôle de l'exécution de la clause sociale**

L'exécution des actions d'insertion fait l'objet d'un contrôle.

Le Titulaire devra fournir mensuellement au MOA un décompte des heures effectuées et de leurs modalités dans le cadre de la mise en œuvre de la clause.

Le Titulaire devra organiser chaque trimestre, pendant toute la durée du chantier, avec le MOA et le facilitateur social de Tremblay en France, une réunion spécifique au suivi et à la mise en œuvre de l'insertion.

Il sera appliqué au Titulaire une pénalité par réunion non tenue en raison de l'absence non justifiée de celui-ci à ladite réunion (cf. article 21 du CCAP).

Le Titulaire doit informer le MOA par courrier recommandé avec AR s'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

1.6. Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion inscrites aux présentes et en cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, le Titulaire subira des pénalités telles que définies à l'article 21 du CCAP.

11. IMPLANTATION DES OUVRAGES ET LOCALISATION DES RESEAUX

11.1 Plan d'implantation des ouvrages et piquetage général

Le plan général d'implantation des ouvrages est notifié au titulaire par ordre de service dans les huit jours suivant l'acte qui emporte début d'exécution du contrat.

Conformément à l'article 27.2.3 du CCAG Travaux le piquetage général est effectué par le titulaire contrairement avec le maître d'œuvre.

11.2 Travaux à proximité des réseaux

Les dispositions du CCAG/Travaux s'appliquent.

L'offre technique et financière du titulaire aura pris en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages existants qui ont été communiquées dans le dossier de consultation. Il prend en compte les clauses techniques et financières particulières fixées le cas échéant par le contrat.

Notamment, **par dérogation à l'article 31.9 du CCAG/Travaux**, dès la notification du contrat et avant l'exécution des travaux, le Titulaire est tenu de consulter la plateforme de téléservice du guichet unique afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et d'adresser à chacun de ces exploitants une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) conformément au modèle prescrit. Le numéro de DT obtenu pour la présente opération est le suivant : **DT 2024120903882D3F du 09/12/2024**.

Les techniques que le Titulaire prévoit d'appliquer à proximité des ouvrages en service ainsi que les modalités de leur mise en œuvre, assurent la conservation et la continuité de service des ouvrages, ainsi que la sauvegarde, compte tenu des dangers éventuels présentés par un endommagement des ouvrages, de la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement.

Le Titulaire informe le responsable du projet de toutes éventuelles incohérences, inexactitudes ou manques après comparaison des observations faites sur le terrain avec les informations cartographiques reçues.

Le Titulaire informe les personnes qui travaillent sous sa direction de la localisation des ouvrages qui ont été identifiés et repérés et des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors de l'exécution des travaux. Il s'assure à ce titre de leur formation et de leur qualification minimale nécessaire.

Le Titulaire veille également au respect par ses sous-traitants de leurs obligations relatives aux déclarations d'intention de commencement de travaux. Il leur communique l'ensemble des dispositions du présent CCAP relatives aux travaux à proximité des réseaux.

12. NORMES

Les normes et les règles de l'art à respecter sont précisées dans le CCTP.

13. Obligations du titulaire

13.1 Dégradations causées aux voies publiques

Conformément à l'article 34 du CCAG Travaux, si, à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge en est partagée par moitié entre le titulaire et l'acheteur.

13.2 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du CCAG/Travaux, le Titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les

autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du contrat.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre de l'entreprise titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

Le Titulaire est responsable de la conservation des existants. Le Titulaire prendra soin de faire constater au maître d'ouvrage les dégradations et l'état de l'existant avant son intervention dans une zone. Il mettra en œuvre toutes les mesures nécessaires et notamment les protections afin de préserver les existants.

Il est responsable de toute dégradation qui serait constatée, sauf à démontrer que la dégradation est imputable à un tiers et prendra à sa charge les frais de réparation sur présentation de devis par le maître d'ouvrage, sauf à ce qu'il intervienne lui-même pour procéder aux réparations après acceptation par le maître d'ouvrage de la solution proposée.

13.3 Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

13.4 Protection de la main d'œuvre

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

13.5 Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

13.6 Lutte contre le harcèlement sexuel

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, personne ne doit subir les faits :

- Soit de harcèlement sexuel, constitué par des propos ou comportements à connotation sexuelle répétés qui soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante ;
- Soit assimilés au harcèlement sexuel, consistant en toute forme de pression grave, même non répétée, exercée dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers.

Le titulaire devra indiquer sa politique en matière de lutte contre le harcèlement sexuel et faire connaître le cas échéant le contact du référent harcèlement sexuel.

13.7 Prévention des risques de conflits d'intérêt et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

14. FIN DU CONTRAT

14.1 Repliement de chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par l'acheteur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

14.2 RECEPTION

14.2.1 Opérations préalables à la réception

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage ou son représentant se réservent le droit de refuser les opérations préalables de réception (OPR) si le titulaire est dans l'impossibilité de remettre des Dossiers d'ouvrages exécutés (DOE) exhaustifs selon les dispositions du CCAG travaux et conformément CCTP du marché.

Le défaut de remise de ces documents à la date de demande de réception par le titulaire entraîne donc au libre choix du maître d'ouvrage :

- L'annulation des OPRs ;
- L'application de pénalités ainsi qu'une retenue de 5% du montant du marché.

14.2.2 Réception des travaux

La réception des travaux se déroule comme prévu à l'article 41 du CCAG Travaux.

Toutefois, si à l'issue des opérations préalables à la réception, celle-ci ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de donner lieu à pénalités.

Il bénéficie d'un délai fixé par le maître d'ouvrage pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal.

A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Si la réception est prononcée avec réserves, le titulaire doit y remédier dans le délai fixé par le maître d'ouvrage. A défaut, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Par dérogation à l'article 41.1.3, la réception des travaux n'est pas réputée acquise à défaut de date fixée par le maître d'ouvrage pour les opérations préalables à la réception dans un délai de 30 jours.

14.2.3 Réception des travaux avec réserves

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG Travaux, lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception, en l'absence d'un tel délai, dans les trois mois qui suivent la décision de réception.

14.3 DOCUMENT FOURNIS APRES EXECUTION

Par dérogation à l'article 40 du CCAG/Travaux, le Titulaire remet au Maître d'ouvrage, lorsqu'il demande la réception des travaux et au plus tard 15 jours avant la date prévisionnelle du jour de la réception des travaux, une documentation technique complète sur l'ensemble des ouvrages exécutés (DOE) ainsi que les éléments constitutifs du Dossier des Interventions Ultérieures sur Ouvrage (DIUO) dès qu'une partie d'ouvrage ou un ouvrage peut être considéré comme achevé, sans pour autant que cet ouvrage ait fait l'objet d'une réception partielle ou totale.

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux le dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le contenu et le format du DOE sont précisés dans le CCTP du contrat.

Dans les mêmes délais, il fournira un exemplaire de ces documents au Coordonnateur SPS, afin que celui-ci puisse finaliser le dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (D.I.U.O) et le transmettre au Maître

d'ouvrage. Le DIUO rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage.

La réception est subordonnée à la remise définitive des dossiers susvisés acceptés et visés par le Maître d'ouvrage. De ce fait, les dossiers des ouvrages exécutés devront être transmis au Maître d'Ouvrage au plus tard 7 jours avant la date prévue pour la réception. Au-delà, tout retard dans la remise des documents sera soumis à l'application de pénalités.

La remise de la totalité des documents fournis après exécution est une condition préalable au paiement du solde du contrat, par dérogation à l'article 12.4 du CCAG/Travaux.

15. GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Conformément à l'article 44.1 du CCAG/Travaux, le délai de garantie de parfait achèvement est de 12 mois à compter de la date d'effet de la réception des travaux sauf en cas de prolongation de ce délai.

Par dérogation à l'article 44 du CCAG travaux, sans qu'il soit besoin pour le maître d'ouvrage de prendre une décision explicite de prolongation, la durée de la garantie de parfait achèvement sera automatiquement prolongée si les réserves ne sont pas levées pendant son délai initial.

Ce faisant, l'absence de décision de prolongation du délai prise par le maître d'ouvrage ne peut valoir levée implicite des réserves dont la réception a été assortie.

Ainsi, les relations contractuelles entre le titulaire du marché et le maître d'ouvrage se poursuivent non seulement pendant le délai de garantie, mais encore jusqu'à ce qu'aient été expressément levées les réserves exprimées lors de la réception.

16. PRIX

La date d'établissement des prix est la date limite de réception des offres conformément à l'article 9.4.2 du CCAG/Travaux (mois M0).

Les prix établis par un avenant (modification) sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant.

Les prix nouveaux établis dans le cadre de l'article 13 du CCAG-Travaux sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois auquel le titulaire remet son devis en application de l'article 13.4 du CCAG-Travaux.

16.1 Nature des prix

Le marché est conclu à prix définitif, ferme, global et forfaitaire.

16.2 Contenu des prix

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le contrat sont exprimés hors TVA et sont réputés comprendre toutes les sujétions normalement prévisibles pour l'exécution des prestations.

Les prix seront soumis à la TVA au taux en vigueur au moment de l'exécution des prestations et selon les dispositions réglementaires en vigueur au moment de la facturation. Si le taux de l'assiette de la TVA venait à changer pendant la durée du contrat, la facturation en tiendrait compte sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

En complément de l'article 9.1.2 et 9.1.3 du CCAG/Travaux, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- **En cas de cotraitance conjointe ou solidaire**, les prix du contrat sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- **En cas de sous-traitance**, les prix du contrat sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le Titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

Les prix sont établis en tenant compte des prestations définies dans le contrat et en tenant compte des sujétions susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des travaux sur les chantiers voisins ou sur les mêmes chantiers.

Les prix sont réputés établis en tenant compte, le cas échéant, également de tous les frais, dépenses et sujétions suivants :

- Utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- Phénomènes naturels ;
- Présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix tiennent également compte des conditions d'exécution dans un site avec une densité de chantiers connexes très importante induisant des sujétions sur le mode d'exécution et les moyens

Il est expressément entendu que le Titulaire n'a droit sous aucun prétexte et dans aucun cas à une allocation ou indemnité, ni à aucun supplément ou remboursement en dehors des prix fixés pour les prestations mentionnées dans les CCTP.

Il est précisé que ces prix ont été déterminés en conséquence et comprennent tous les frais que le Maître d'ouvrage entend allouer pour l'exécution parfaite des ouvrages, conformément aux meilleures règles de l'art.

16.3 Révision des prix

Le marché est conclu à prix ferme.

17. RETENUE DE GARANTIE

Il est prévu une retenue de garantie de 5% qui sera appliquée sur chaque demande de paiement. Le titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande.

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice n'accepte pas de caution personnelle et solidaire.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées que 30 jours après la date de la levée effective de ces réserves objet.

18. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

19. AVANCE – REGLEMENT – DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

19.1 Avance

Sans objet.

19.2 Règlement des comptes

19.2.1 Présentation des demandes de paiements

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les coordonnées et pièces nécessaires au dépôt des factures sur Chorus Pro sont précisées ci-dessous :

- Numéro d'engagement (numéro de contrat) ;
- Le certificat de paiement ;
- Les factures du titulaire ;
- Les factures des sous-traitants le cas échéant ainsi que leur attestation de paiement direct ;
- Le tableau unique de révision par membre du groupement le cas échéant ;
- L'état d'avancement des travaux.

19.2.2 Paiement des membres du groupement

Les coordonnées et pièces nécessaires au dépôt des factures sur Chorus Pro sont précisées ci-dessous :

- Numéro d'engagement (numéro de contrat) ;
- Le certificat de paiement ;
- Les factures du titulaire ;
- Les factures des sous-traitants le cas échéant ainsi que leur attestation de paiement direct ;
- Le tableau unique de révision par membre du groupement le cas échéant ;
- L'état d'avancement des travaux.

19.2.3 Régime et périodicité des paiements

Les paiements se font par acomptes mensuels conformément aux dispositions des articles R.2191-20 et suivants du Code de la commande publique.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux.

Le solde sera réglé à l'achèvement des travaux.

19.3 Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM} + F$

Dans laquelle :

- **IM** : montant des intérêts moratoires
- **M** : montant TTC de la demande de paiement
- **Taux IM** : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points
- **J** : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement
- **F** : forfait de 40 € de frais de recouvrement

19.4 Modalités de règlement des prestations supplémentaires ou modificatives

Il est fait application de l'article 13 du CCAG/Travaux. Toutefois, il est fait **dérogation à l'article 13.5 du CCAG/Travaux** concernant le délai réservé au Titulaire pour faire leurs observations sur les prix des prestations supplémentaires. Il dispose ainsi de 15 jours pour émettre ses observations.

19.5 Décompte général et définitif

Par dérogation aux articles 12.3.2 et 12.4.2 du CCAG Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le pouvoir adjudicateur ou son représentant ne signe pas le projet de décompte général. La notification du décompte ne pouvant intervenir qu'après la levée intégrale des réserves émises lors de la réception.

En cas de réception avec réserves, la procédure de notification du décompte est donc suspendue. Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau du marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

En ce qui concerne l'établissement du décompte général, et par **dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG - Travaux**, si, dans un délai de dix jours mentionnés à cet article, le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le titulaire lui adresse une mise en demeure d'y procéder.

L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent.

Par dérogation à l'article 12.4 du C.C.A.G-Travaux, l'absence de notification du décompte général ne vaut pas acceptation du projet de décompte final de l'entreprise. Aucun décompte général et définitif ne peut naître du retard pris par le maître d'ouvrage à notifier ce décompte général.

20. ASSURANCES

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés aux personnes ou aux biens par l'exécution des prestations, avant et après réception des travaux. Le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie qui doivent être adaptés aux caractéristiques des travaux objet du contrat.

21. PENALITES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/Travaux, il ne sera fait aucune exemption de pénalité. Néanmoins, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de ne pas appliquer de pénalités pour quel que motif que ce soit.

Ces pénalités sont appliquées lors des acomptes mensuels ou du solde sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG/Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG/Travaux, les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage ou ses représentants.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard	<p>En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 3000$.</p> <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité V : valeur HT du marché R : nombre de jours calendaires de retard</p>
Retard dans la transmission de l'attestation d'assurance	En cas de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance telle que prévue à l'article « Assurance », Le maître de l'ouvrage appliquera une pénalité de retard égale à cinquante euros (50 €) par jour de retard.
Retard dans l'installation de chantier	Lorsque le titulaire n'a pas mis en œuvre l'installation de chantier ou les éléments de barriérage et signalisation nécessaires à la sécurité dans les délais fixés, il encourt une pénalité de cinq cents euros (500 €) par jour de retard.
Retard dans l'achèvement des travaux	<p>En application de l'article 19 du CCAG et sans préjudice des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG dans le cas où les travaux ne seraient pas terminés dans les délais contractuels, il sera appliqué à l'entreprise, sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation de la date de réception et de la date d'expiration du délai contractuel d'exécution, augmenté éventuellement des prolongations pour intempéries constatées au-delà des jours inclus dans le délai contractuel, et des augmentations de délai accordé, une pénalité.</p> <p>En dérogation à l'article 19.1 du CCAG, cette pénalité sera égale à 1/500ème du montant HT du marché par jour de retard.</p> <p>Lorsque l'entrepreneur aura dépassé le délai contractuel ou la répartition du délai contractuel, il pourra être mis en demeure d'avoir à prendre toutes dispositions pour achever les travaux dans un délai déterminé.</p> <p>Dans le cas où l'entrepreneur ne se conformerait pas à ces dispositions, il lui sera fait application des mesures coercitives de l'article 52 du CCAG.</p>
Retard dans la remise des documents ou l'exécution des opérations prévues pendant la période de préparation	<p>En cas de retard dans la remise des documents demandés aux pièces du marché, une pénalité de huit cents euros (800 €) par jour calendaire de retard sera appliquée au titulaire.</p> <p>Si les documents sont incomplets, d'une précision ou d'une quantité insuffisante, il sera appliqué une pénalité égale à 50 % de la pénalité ci-dessus. Cette pénalité sera appliquée par jour calendaire jusqu'à la remise de documents satisfaisants.</p>
Retard dans la remise des documents d'exécution avant réception des travaux	<p>En cours d'exécution, le titulaire est tenu de remettre au Maître d'œuvre les documents d'exécution (plans, notes de calculs, études de détail, attestations de contrôles internes et externes sur les études d'exécution, ...) conformément aux stipulations du marché.</p> <p>En cas de retard dans la remise de ces documents, une pénalité de mille euros (1 000 €) par jour calendaire de retard sera appliquée au titulaire.</p>

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	Si les documents sont incomplets, d'une précision ou d'une quantité insuffisante, il sera appliqué une pénalité égale à 50 % de la pénalité ci-dessus. Cette pénalité sera appliquée par jour calendaire jusqu'à la remise de documents satisfaisants, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception non suivie d'effet.
Retard dans la levée de réserves après réception	<p>Dans le cas où la levée de réserves ne serait pas prononcée dans les délais prévus par les « Propositions du Maître d'œuvre à la personne responsable du marché » jointes au procès-verbal des opérations préalables à la réception ou bien en l'absence d'indication dans les trois mois qui suivent la date des propositions du Maître d'œuvre, des pénalités de retard seront appliquées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas d'un dépassement d'un jour calendaire et jusqu'au 10ème jour calendaire, le montant de la pénalité applicable s'élèvera à 1/1000ème du montant HT du marché par jour calendaire de retard. - après le 10ème jour de retard, la pénalité applicable par jour calendaire de retard s'élèvera à 1/500ème du montant HT du marché. <p>Lorsque l'Entrepreneur aura dépassé le délai fixé par le Maître d'œuvre ou le Maître de l'Ouvrage, il sera fait application de l'article 41.6 du CCAG Travaux.</p>
Retard dans la production des décomptes	En cas de retard dans la production par le titulaire des pièces permettant d'établir les décomptes mensuels ou le décompte final, il sera appliqué, par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux , une pénalité journalière de deux cents euro (200 €) par jour calendaire de retard.
Pénalité pour non-respect des engagements liés aux quantités évacuées/filières	Si la valorisation est plus importante qu'annoncée, une pénalité de 35 €/m3 valorisé au lieu d'être mis en décharge sera appliquée.
Pénalité pour non-réalisation de l'inspection commune	En cas de non-réalisation de l'inspection commune, le titulaire subira une pénalité de mille euros (1000€) par jour calendaire de chantier jusqu'à la réalisation de cette inspection.
Pénalités liées à la prise de possession du terrain et des emprises	<p>a) Retard dans la mise en place des clôtures et de leur fermeture, ou dans la rectification d'une erreur d'implantation : Par jour ouvrable huit cents euros (800 €)</p> <p>e) Non-conformité de l'emprise lors de la restitution : Par jour ouvrable huit cents euros (800 €)</p>
Non-respect des règles concernant l'hygiène et la sécurité, les nuisances, la qualité de l'environnement	<p>Retard dans la remise de documents demandés par le Coordonnateur (hygiène et sécurité) : Par jour calendaire trois cents euros (300 €)</p> <p>Absence aux réunions demandées par le Coordonnateur : Par absence trois cents euros (300 €)</p>
Absence ou retard aux réunions	En cas de retard ou d'absence du titulaire aux réunions de chantier, aux réunions de coordination, il sera appliqué une pénalité de cent cinquante euros (150 €) pour retard, ou de trois cents euros (300 €) pour absence.
Non remise de demande d'agrément et d'acceptation des conditions de paiement d'un sous-traitant	L'Entrepreneur qui entend exécuter ses travaux en recourant à un ou plusieurs sous-traitants doit au moment de la conclusion et pendant toute la durée du contrat ou du marché faire accepter chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le Maître de l'Ouvrage, suivant les termes du code de la commande publique et de ses addenda.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	Si sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation dans les délais prévus, il encourt une pénalité journalière de 1/1000ème du montant du marché HT.
Non-respect des obligations d'insertion professionnelle (annexe à l'acte d'engagement)	<p>L'entreprise subira une pénalité égale au nombre d'heures prévues et non réalisées, multiplié par trois et multiplié par le taux horaire du marché concerné en référence à l'article 4 de l'annexe d'insertion sociale.</p> <p>En cas de défaut caractérisé de transmission des bilans mensuels, une pénalité de cents euros (100 €) par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'Aménageur sera appliquée à l'Entreprise.</p> <p>En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à cent euros (100 €) par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.</p> <p>En cas de non tenue de la réunion spécifique au suivi et à la mise en œuvre de l'insertion en raison de l'absence non justifiée du titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à mille cinq cents euros (1 500 €) par réunion.</p>

Ces pénalités sont complétées par celles prévues dans le règlement de chantier.

22. CLAUSE DE REEXAMEN ET RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

22.1 Prix nouveaux

Au regard de l'exécution du marché, et en cas de nécessité, des prix nouveaux pourront être insérés dans les pièces financières. La fixation de ces prix nouveaux sera effectuée conjointement entre les parties.

Une modification du marché, au sens des articles R. 2194-1 et R. 2194-2 et R. 2194-5 à R. 2194-8 du Code de la commande publique, sera alors conclue et notifiée au titulaire.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

22.2 Solution technique innovante

Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une solution technique innovante en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

22.3 Cession du contrat

Le Titulaire unique pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après agrément préalable l'acheteur, en cas de cession de contrat dans les cas prévus par l'article R.2194-6 du Code de la commande publique.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le Titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles du contrat.

22.4 Défaillance du membre d'un groupement

En cas de défaillance du membre d'un groupement, et après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement.
- dans le cadre d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut,

- Dans le cas du groupement solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité :
 - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
 - de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

22.5 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Les modalités de substitution précisées à l'article 20.4 ci-avant s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

22.6 Réalisation de prestations similaires

L'acheteur peut passer avec le titulaire du marché sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

23. RESILIATION DU MARCHE

23.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de **l'article 50.4 du CCAG/Travaux et par dérogation à cet article**, aucune indemnité de résiliation ne sera versée au Titulaire à l'exception de la part des frais et investissements éventuellement engagés et strictement nécessaires à son exécution et qui n'aurait pas été pris en compte dans le montant des prestations payées.

23.2 Résiliation pour faute du titulaire

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 50.3.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

23.3 Exécution aux frais et risques du titulaire

Pour l'application de cet article, le contrat est conclu à titre non exclusif.

Les dispositions de l'article 52 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur. Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution. L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

S'il n'est pas possible au Maître d'ouvrage de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du contrat, il peut y substituer des prestations équivalentes.

24. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

25. REGLEMENT DES DIFFEREND ET DES LITIGES

25.1 Règlement des différends

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de 30 jours pour répondre lorsque la réclamation porte sur le DGD, d'un délai deux mois pour les autres sujets. Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

25.2 Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal administratif de Montreuil
7, rue Catherine Puig
93 558 Montreuil Cedex

Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Téléphone : 01 49 20 20 00

Site internet : <https://montreuil.tribunal-administratif.fr/>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à l'adresse ci-dessus.

Dérogations au CCAG Travaux :

Par dérogation aux articles 1^{er} et 51 du CCAG/Travaux, les dérogations aux dispositions du CCAG/Travaux ne sont pas récapitulées dans le dernier article du présent CCAP mais sont indiquées expressément au fil de la lecture de celui-ci.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)